

M. Ray Chénier (Timmins-Chapleau): Monsieur le Président, je sais que le député de Prince-Albert (M. Hovdebo) voudrait dire quelques mots. Je m'arrangerai pour qu'il ait le temps de le faire.

La région de Timmins-Chapleau et du nord de l'Ontario constitue vraiment un microcosme de l'industrie forestière du Canada. Nous avons dans la région des scieries, des usines de panneaux de grandes particules, des usines d'agglomérés, des usines de pâtes et de papiers et enfin, nous avons aussi malheureusement le même gaspillage dans notre secteur forestier qu'ailleurs dans le pays. Quand on se promène dans les forêts du nord de l'Ontario, on a presque honte de voir de vastes étendues de centaines et de milliers d'hectares qui ne sont pas exploités. On a honte de voir qu'on laisse des arbres parvenus à maturité pourrir sur pied. Pourquoi? C'est parce qu'au début du siècle, quand les sociétés de pâtes et de papiers se sont établies dans la région, on leur a donné de grandes étendues de forêts. A cette époque, on ne songeait pas à couper du bois, mais plutôt à dévaster les forêts. On ne s'occupait pas de la régénération, du reboisement ou de l'aménagement forestier. On exploitait les forêts comme s'il s'agissait d'une ressource renouvelable.

• (1740)

Que se passe-t-il maintenant dans le nord de l'Ontario, monsieur le Président? De vastes forêts sont moribondes. Ailleurs, on a coupé tout le bois sans replanter et il n'y a que des mauvaises herbes et des buissons qui poussent à la place des forêts. Voilà pourquoi je pense que le gouvernement fédéral a un rôle à jouer, mais pas nécessairement celui que le député de Timiskaming (M. MacDougall) a décrit. Selon lui, le gouvernement fédéral devrait faire tout le travail. Je pense qu'il devrait en parler au chef de son parti et au gouvernement de l'Ontario qui perçoit des redevances sur les terres forestières de la province depuis plus d'un siècle et qui n'y a pas réinvesti un cent sauf peut-être depuis deux ou trois ans. Qu'il s'adresse au gouvernement provincial qui n'a rien fait pour les forêts de l'Ontario.

Quant au gouvernement fédéral, il perçoit de l'impôt sur le revenu de ceux qui travaillent dans l'industrie du bois de charpente. Il perçoit des impôts des producteurs. A mon avis, une partie de l'argent qui est réinvesti dans l'industrie du bois et le secteur forestier doit continuer à être versé au gouvernement fédéral qui devrait peut-être exiger davantage. Je pense cependant que les responsabilités sont partagées à cet égard. Nous devons collaborer avec les gouvernements provinciaux pour qu'ils investissent une partie des redevances dans le reboisement, la régénération ou la gestion forestière.

J'ai examiné une entente conclue avec la province il y a quelques années. Nous voulions nous occuper du reboisement et de la régénération des forêts et le gouvernement provincial de l'Ontario a dit: «Non, non, nous voulons des routes pour avoir accès aux ressources.» Nous leur avons donné des routes. Qu'en ont-ils fait? Les ont-ils utilisées pour reboiser les forêts? Non. Ils s'en sont servis pour mener des tractations politiques auprès des sociétés minières ou pour octroyer certains privilèges aux entrepreneurs forestiers, nous laissant Gros Jean comme devant.

Je crois que nous devons collaborer, bien sûr, avec le gouvernement provincial, mais nous devons aussi faire certaines choses qui nous semblent nécessaires. Je pense notamment à certaines mesures qu'il faudrait prendre pour améliorer les

Les subsides

transports au sein de l'industrie forestière. Il existe un port dans ma circonscription, le port de Michipicoten, qui nous permettrait de transporter le bois, la pâte de papier et les copeaux hors de ma circonscription et de celle du député de Timiskaming pour deux fois moins cher s'il était agrandi. J'espère que le gouvernement fédéral va dépenser une partie de l'argent prévu pour ce projet. Et je compte bien qu'il la dépensera non pas pour plaire au gouvernement de l'Ontario, mais pour aider les producteurs forestiers et les producteurs de pâtes et papiers. Le gouvernement pourrait aussi aider les propriétaires à reboiser leurs terres. Si c'était possible, j'opterais pour ce genre de programmes de préférence à tout autre.

Il faut absolument intensifier les négociations entre les gouvernements fédéral et provinciaux et les producteurs pour qu'on fasse un meilleur usage de nos forêts. J'ai vu des billots, dans certaines usines de papiers, qui mesuraient 60, 70 et 80 centimètres de diamètre. C'est avec des arbres de cette taille qu'on fabrique du papier alors qu'à Timmins, Chapleau et Wawa, j'en ai vu de 15 centimètres dont on se servait pour faire des poteaux. Quel gaspillage, monsieur le Président. Il faut que nous apprenions à bien utiliser le bois dans le nord de l'Ontario. Je crois que c'est dans un tel domaine que des installations pour la recherche et le développement serviraient, dans la mesure où les provinces veulent bien collaborer. Il faut que nous utilisions les autres essences que produisent nos forêts. Nous utilisons bien le peuplier actuellement pour fabriquer des panneaux de copeaux, mais que dire de ces épinettes blanches qui sont déjà moribondes quand le garde forestier arrive sur les lieux? Il faut trouver le moyen d'utiliser davantage ces arbres là.

Et le faite des arbres? Le député a dit qu'on s'en servait comme bois de chauffage. Quand on fait de l'abattage à blanc dans le nord de l'Ontario, il reste encore 40 p. 100 du bois sur le sol. Je crois que nous pourrions faire autre chose avec ces restes que de les utiliser comme bois de chauffage. Je pense qu'il nous faut des déchiqueteuses et des scieries mobiles afin que nous puissions transformer ce bois en quelque chose d'utile.

Le gouvernement du Canada a fait plus que sa part en ce qui concerne la lutte contre les incendies. Les dirigeants des gouvernements provinciaux conservateurs n'ont pas manqué de reprocher au gouvernement de vouloir leur imposer des CL-215. Or, nous ne cherchons à imposer ces avions à personne. Nous voulons simplement inciter les responsables à mieux protéger leurs forêts en leur proposant de leur donner un avion pour chaque avion qu'ils achèteraient eux-mêmes.

M. Nickerson: Ce n'était qu'un moyen de renflouer Canadair, voilà quel était votre objectif.

M. Chénier: Le député affirme que nous voulions renflouer Canadair. C'est peut-être vrai, mais s'oppose-t-il à ce que le gouvernement aide à la lutte contre les incendies de forêt dans sa région? Le député représente une partie des Territoires du Nord-Ouest où des incendies font rage chaque été. Et il a déploré ici même le manque de protection. Nous lui offrons maintenant des avions pour protéger ses forêts et voilà qu'il nous reproche de vouloir aider Canadair. Il aurait peut-être préféré nous voir acheter des avions aux États-Unis, à la Pologne ou ailleurs, mais parce que l'avion est fabriqué au Canada,